



**Contre l'offensive  
des capitalistes,  
des mesures de défense  
des travailleurs**



« *Nous sommes en guerre* » : c'est avec ces mots martiaux que, le 16 mars, Macron a sonné la mobilisation générale contre le Covid-19 et déclenché le confinement. Quatre mois plus tard, le plus gros de la crise sanitaire est passé, mais une nouvelle crise est déjà là, plus grave encore pour les classes populaires : celle de l'économie capitaliste. Pour le monde du travail, il s'agit d'une autre guerre qui s'annonce, infiniment plus dure que contre le coronavirus.

Pour sauvegarder ses profits, la grande bourgeoisie, qui possède les grandes entreprises et les banques, a déclaré la guerre à tous ceux qui vivent de leur travail, et en premier lieu à la classe ouvrière. Cette guerre est une guerre à mort. Elle l'est dans le sens littéral du terme. Car l'accroissement du chômage, c'est-à-dire les fermetures d'usines, les licenciements et l'impossibilité pour la jeune génération de trouver du travail, poussera toute la classe ouvrière vers l'appauvrissement.

Cet appauvrissement se répercutera inévitablement sur les revenus de tous ceux qui vivent de la consommation des salariés : petits commerçants, artisans, paysans. Les salariés des petites entreprises et des commerces ne sont pas directement confrontés



*Manifestation des salariés de Renault menacés de licenciement, à Choisy-le-Roi, le 16 juin 2020.*

aux grands actionnaires rapaces, mais ils subiront eux aussi les conséquences de leur politique.

Pour la classe capitaliste, l'enjeu de cette guerre est de récupérer sur le dos des travailleurs le profit que la crise lui a fait perdre. Pour maintenir et augmenter les cours de ses actions, ses dividendes, sa fortune et ses sinécures, la bourgeoisie s'attaque aux emplois, aux salaires, c'est-à-dire à l'existence même des travailleurs.

La classe ouvrière ne s'en sortira qu'en retrouvant le chemin de la lutte, d'une lutte suffisamment déterminée pour que la grande bourgeoisie craigne de perdre ses capitaux, ses biens, sa mainmise sur les grandes entreprises et son pouvoir sur la société.

Tous ceux qui prêchent aux travailleurs, aux chômeurs, l'union nationale face à la crise, veulent désarmer les travailleurs, anéantir leur combativité, en clair les conduire à l'abattoir. Tous ceux qui, tout en dénonçant la petite couche de privilégiés qui exerce sa dictature sur la vie économique, en restent à suggérer d'autres politiques à la bourgeoisie contribuent à conduire le monde du travail sur une voie de garage.

Hors d'une lutte collective déterminée, il n'y a point de salut pour les travailleurs.

Mais se battre pour quelles exigences, avec quels objectifs et quel programme ?

### **Contre les licenciements et les suppressions d'emplois : répartition du travail entre tous sans perte de salaire !**

Les secteurs qui échappent à l'effondrement économique sont des exceptions. La règle est le ralentissement brutal et la sous-activité, quand ce n'est pas l'arrêt total pour certains commerçants et artisans. Les faillites, les fermetures d'entreprises et les suppressions d'emplois sont dans la logique d'un système capitaliste basé sur la propriété privée, la concurrence et les lois de la jungle. Mais le fait de faire payer les conséquences de ce cataclysme économique aux travailleurs est un choix de classe, imposé par la grande bourgeoisie pour préserver la rentabilité de ses capitaux.

Les travailleurs n'ont ni capitaux ni cours boursiers à préserver. Ils n'ont que leur emploi et leur salaire. C'est ce qu'ils ont d'essentiel à sauver dans cette période de crise. Dans les circonstances actuelles, perdre son travail et se retrouver à Pôle emploi est une condamnation à la misère et la précarité. Les promesses



*Devant le siège de Vivarte.*

de reconversion, quand il y en a, ne sont que tromperies. Parmi les ouvriers licenciés ces dernières années, beaucoup ont tenté de se mettre à leur compte. Certains se sont faits chauffeurs de VTC, d'autres ont créé leur petit restaurant. Combien sont-ils aujourd'hui à se retrouver sans revenu et endettés jusqu'au cou ?

Il n'y a pas d'échappatoire individuelle et le problème est collectif : chaque travailleur doit pouvoir gagner sa vie. Le droit au travail est le seul droit sérieux pour l'ouvrier, dans une société fondée sur l'exploitation. L'imposer au grand patronat est une question vitale.

Aux attaques patronales que sont les fermetures d'usines et les licenciements, les travailleurs ont à opposer leurs objectifs de lutte. Le premier de ces mots d'ordre, immédiatement efficace et simple à mettre en œuvre dans les grandes entreprises, est la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.

Face à l'effondrement des commandes et de l'activité, que ce soit dans l'automobile, l'aéronautique, le tourisme ou le prêt-à-porter, il faut répartir le travail entre tous les salariés, qu'ils soient en CDI, en CDD, intérimaires ou salariés de la sous-traitance. Si l'activité est réduite, les cadences et le temps de travail doivent être réduits, et les salaires maintenus intégralement.

Face à la stratégie patronale d'opposer les travailleurs ou les sites, en surchargeant d'activité les uns et en mettant les autres au chômage, il faut unir ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les engagements mutuels de la solidarité : il faut imposer de travailler moins pour travailler tous ! Dans cette période de ralentissement brutal de la production, pas un ouvrier, pas un employé, pas un intérimaire, pas un autoentrepreneur ou un contractuel ne doit être chassé de son poste de travail et privé de salaire !

Empêcher les fermetures d'entreprises, stopper l'hémorragie des emplois dans les grandes entreprises, c'est la condition de la survie des petites et moyennes entreprises de la sous-traitance. Les artisans et commerçants, les paysans producteurs, dont l'activité et les revenus dépendent du pouvoir d'achat des travailleurs, y ont tout intérêt.

Répartir le travail entre tous sans diminution de salaire aura un coût pour la bourgeoisie. Celle-ci a largement de quoi l'assumer. Il y a moins d'activité, mais l'État a déployé de vastes plans de soutien pour le grand patronat. Des milliards d'aides publiques pleuvent sur les capitalistes : 15 milliards pour l'aéronautique dont 7 milliards pour Air France, 8 milliards pour la filière automobile dont 5 milliards pour Renault, et 18 milliards pour le tourisme, l'hôtellerie et la restauration.



Quant aux profits et aux fortunes accumulés par les grands actionnaires ces dernières années, ils ne se sont pas volatilisés avec la crise. La catastrophe sanitaire n'a été qu'un intermède pour la bourgeoisie. Au lieu des 60 milliards de dividendes prévus, les actionnaires en ont touché 40 ! Ceux qui en ont été privés sont seulement priés d'attendre un an. Ces milliards de profits sués par les travailleurs doivent servir aujourd'hui à assurer ce qu'il y a d'essentiel pour la société : les emplois et les salaires.

Qu'un groupe comme Renault menace de fermer quatre de ses usines et de rayer 4 600 emplois de la carte, alors qu'il a accumulé 24 milliards de profits ces dix dernières années, c'est inadmissible. À Renault, comme chez Vivarte, Airbus, Hutchinson, Nokia et autres, les profits passés et présents, les fortunes des actionnaires doivent servir à maintenir les emplois et les salaires.

Répartir le travail entre tous sans diminution de salaire va dans le sens des intérêts de tous les travailleurs. Si cette mesure



*Dans la manifestation contre la fermeture de l'usine Renault à Choisy-le-Roi.*



*Dans la manifestation des hospitaliers du 16 juin à Paris.*

est applicable à l'échelle d'une grande entreprise, il ne s'agit pas pour autant d'un combat à mener entreprise par entreprise. Il s'agit d'un mot d'ordre général de la classe ouvrière qui se pose à l'échelle de toute la société.

Pendant que le patronat entend faire travailler une partie des ouvriers pendant 40, 50 voire 60 heures, d'autres continueront à végéter dans le chômage. Il faut imposer l'échelle mobile des heures de travail : la longueur de la semaine de travail doit être déterminée par la répartition du travail existant entre toutes les mains ouvrières disponibles, le salaire de chaque ouvrier restant le même qu'avec l'ancienne semaine de travail. Tant qu'il reste des chômeurs, il faut diminuer le temps de travail ! Cet objectif doit réunir dans un seul et même combat tous les salariés, ceux des petites et grandes entreprises, les jeunes et les moins jeunes.

Le chômage pourrit la société de l'intérieur. Il aggrave la misère, il marginalise. Il pousse à l'individualisme, à la compétition entre travailleurs. Il suscite la méfiance, voire la haine de l'autre, et alimente les préjugés de toutes sortes. C'est un fléau qui exige le combat de toute la société. Un emploi et un salaire pour chacun, quel que soit son pays, sa ville, sa nationalité, son origine ou sa couleur de peau doit être l'affaire de chacun d'entre nous.

## **Création d'emplois d'utilité publique, à commencer par la santé !**

Répartir le travail entre tous et sauver les emplois existants ne peut pas suffire à résorber le chômage. Il faut aussi créer massivement des emplois. Et ce ne sont pas les besoins qui manquent, à commencer par les hôpitaux. Pour qu'ils ne soient pas débordés par la vague de l'épidémie de Covid-19, il a fallu des milliers de volontaires. Les besoins sont tout aussi flagrants pour soigner les personnes dépendantes, pour l'éducation et la petite enfance, pour les transports et pour La Poste.

Comme le dénonçaient des pancartes de manifestants : « Il y a trop de boulot dans les hôpitaux et trop de chômeurs à l'extérieur ». Alors, il faut embaucher, créer des emplois pour répartir le travail. Oui, le plus fou est de voir cohabiter le manque de bras dans certains secteurs avec un chômage de masse, c'est-à-dire avec des dizaines, des centaines de milliers de jeunes et moins jeunes qui ne demandent qu'à se rendre utiles.

La société a des besoins vitaux à satisfaire, elle a tous les moyens à sa disposition pour les satisfaire. Mais elle ne le fait pas parce que la bourgeoisie s'y oppose comme elle s'oppose à toutes les dépenses publiques qui ne lui sont d'aucun profit. Pour la bourgeoisie, que l'État dépense de l'argent pour embaucher dans les Ehpad et les hôpitaux, dans l'éducation ou dans les transports est de l'argent perdu. Les premiers de cordées chers à Macron sont des obstacles à l'intérêt général.

Quand la bourgeoisie investit ses capitaux dans la santé ou les Ehpad, elle se préoccupe moins de soigner que de faire du chiffre et des bénéfices. Elle transforme ces secteurs en domaines financièrement rentables pour que les actionnaires y prélèvent leurs profits. Et, comme on l'a vu avec les multiples annonces autour de possibles



vaccins contre le Covid-19, il ne s'agit plus seulement de science ou de recherche médicale, il s'agit aussi de faire grimper ses cours boursiers pour soigner l'actionnaire.

Comme la noblesse et le clergé prélevaient au Moyen Âge leur part sur tout ce qui était utile, la bourgeoisie et les financiers du 21<sup>e</sup> siècle veulent parasiter et prélever leur part sur toutes les activités vitales de la société. Il faut que les emplois créés dans les services utiles et indispensables aux classes populaires le soient sans générer du profit privé.

Du point de vue de la société, la seule rentabilité des hôpitaux ou des Ehpad doit être d'apporter les soins dont chacun, riche ou pauvre, a besoin.

Contre la bourgeoisie et tous les gouvernements à son service, le mot d'ordre des travailleurs doit être la création d'emplois au service des classes populaires. Ces emplois n'ont pas à générer de profits pour la classe capitaliste, leur utilité sociale suffit à les justifier. Il y a des milliers de tâches et de travaux utiles à réaliser, il y a six millions de personnes sans emploi, il faut six millions d'emplois d'utilité publique !

### **Imposer un plan de travaux utiles aux classes populaires !**

Aux plans économiques de la bourgeoisie et de son gouvernement, les travailleurs ont leur propre plan à opposer : un plan ouvrier répondant à leurs propres besoins. Il doit inclure la construction par l'État de logements accessibles à un salaire d'ouvrier.

Le confinement a souligné les conditions de logement médiocres, voire indignes, auxquelles sont confrontés des millions de familles populaires et de jeunes. Le manque de logements ne résulte pas d'un problème technique. Quand les autorités y tiennent, elles savent par exemple construire un village olympique en quelques mois. En Chine, pays qui reste sous-développé à bien des égards, l'État a construit deux grands hôpitaux d'urgence en quinze jours pour faire face au coronavirus.

L'incapacité à construire les logements nécessaires aux classes populaires vient de ce que les promoteurs immobiliers et les capitalistes du bâtiment ne sont intéressés que par les projets de constructions les plus rentables. Il faut donc faire sans les



*La tour Pleyel à Saint-Denis, en région parisienne, va bientôt être transformée en un hôtel quatre étoiles de 700 chambres.*

capitalistes du bâtiment. Il y a des architectes au chômage, des ingénieurs, des maçons, des électriciens, des peintres désireux de travailler : l'État peut et doit faire œuvre utile en prenant lui-même en main un plan de construction de logements. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise, au compte de la société, des entreprises privées mises en faillite.

Bien d'autres travaux utiles aux classes populaires sont nécessaires dans les transports ou la rénovation thermique. Le champ d'action est vaste, à condition que l'on soit prêt à créer des emplois et à produire sans chercher à générer du profit. À condition que les travailleurs prennent eux-mêmes les choses en main !

### **Augmentation des salaires ! Smic à 1 800 € net !**

Un emploi ne vaut que s'il est payé d'un salaire qui permet de vivre dignement. Nous en sommes loin ! Il est unanimement reconnu que les salaires des hospitaliers et du personnel des Ehpad sont indignes d'un pays riche. Mais il en est de même pour les aides à domicile et pour des millions d'ouvriers de l'industrie, du ménage, de la sécurité et du gardiennage. Les bas salaires frappent l'ensemble du monde du travail.

Pendant le confinement, on a vu à quelle vitesse des millions de travailleurs pouvaient basculer dans le dénuement, avec les files qui s'allongeaient devant des Restos du cœur et des associations de



Affichette militante pendant le confinement.

secours débordés. L'arrêt de l'activité a été le coup de grâce pour nombre de précaires, d'indépendants et d'autoentrepreneurs qui ont perdu les quelques heures de travail qui leur permettaient de garder la tête hors de l'eau. Mais cela a aussi concerné nombre de salariés mis au chômage partiel, parce que, même en temps normal, les salaires de base sont insuffisants. Le simple fait de perdre 16 % de leur salaire, le fait de ne pas toucher certaines primes et de ne pas pouvoir faire manger leurs enfants à la cantine les a fait plonger dans la détresse.

Il faut augmenter les salaires, à commencer par le smic scanda-  
leusement bas !

Le patronat oppose à cette revendication ses charges et un coût du travail trop importants. Pour faire pleurer dans les chaumières, le grand patronat expose volontiers ce qu'il a à payer : cotisations sociales, impôts, loyers, prêts bancaires. Mais combien l'exploitation du travail de ses salariés lui rapporte-t-elle ? Là, le secret est bien gardé !

À ce chantage permanent aux charges patronales, les travailleurs doivent opposer leurs propres charges : le loyer ou le crédit logement, les coûts d'assurance, de transport ou d'entretien de la voiture indispensable pour aller travailler. Le patronat a besoin de salariés ? Qu'il leur verse un salaire leur permettant de boucler les fins de mois !

Les entreprises, les intermédiaires, comme les grandes surfaces, ont la main sur les prix. Quand leurs coûts augmentent, ils peuvent les répercuter sur leurs prix et donc maintenir leurs revenus. Les salariés sont les seuls à ne pas avoir prise sur leur salaire. Les prix grimpent et les salaires restent bloqués. Il faut donc augmenter les salaires et les pensions de retraite et les indexer sur le coût de la vie, de sorte que les exploités ne soient pas les éternels perdants dans la course perpétuelle entre les salaires et les prix.

Bien des petits patrons connaissent des difficultés. Ce n'est pas pour autant que leurs salariés doivent se résigner aux bas salaires et à la précarité. Il ne faut pas s'arrêter aux comptes de ces petits patrons qui, en tentant de nager au milieu des requins, sont en train de se faire manger. Les comptes de leur petite entreprise peuvent être mauvais, ceux de la banque, des fournisseurs ou des donneurs d'ordre ne le sont pas. C'est toute la comptabilité de la bourgeoisie dans son ensemble qu'il faut regarder, la comptabilité de tous les exploités.

OXFAM

**GROS ACTIONNAIRES ET PDG : GRANDS GAGNANTS DU PARTAGE DES RICHESSES DU CAC 40 ENTRE 2009 ET 2018**



Évolution de la rémunération au sein du CAC 40 entre 2009 et 2018

Rapport de l'ONG Oxfam CAC40 : des profits sans lendemain ?

Les grandes fortunes sont florissantes et les inégalités ne cessent de se creuser. La bourgeoisie, qui ne fait que parasiter la production et défendre ses privilèges, se sert grasement, à l'image des PDG du CAC40 qui se versent en cent fois le salaire moyen. Il revient aux travailleurs qui font tourner l'économie de revendiquer leur dû !

## **Contrôle ouvrier sur la production**

Augmentation des salaires, embauches pour répartir le travail : les revendications du personnel de santé recouvrent les objectifs de lutte de l'ensemble du monde du travail. Elles mettent aussi en lumière une nécessité plus profonde, celle du contrôle des travailleurs.

Les hospitaliers ne veulent plus des administrateurs obsédés par les économies et la rentabilité. Après 30 000 morts et les souffrances imposées par l'épidémie de Covid-19, personne ne peut nier que gérer les hôpitaux comme des entreprises, avec fermetures de lits et suppressions d'emplois, est une politique criminelle.

Pour ne pas être soumis à une gestion comptable des lits et des stocks, qui les contraint à travailler en sous-effectif et avec des pénuries de matériel, le personnel hospitalier revendique de reprendre le contrôle de l'hôpital. C'est bien la moindre des choses ! Les soignants répondent aux besoins des malades, ils connaissent la difficulté du métier, c'est à eux de décider du fonctionnement des hôpitaux. Il revient aux travailleurs de l'hôpital de participer aux décisions et de contrôler le fonctionnement de l'hôpital !

La gestion criminelle des hôpitaux n'est qu'un aspect du gâchis de la domination de la bourgeoisie. Son exigence de profit, sa course folle à la rentabilité et à la compétitivité conduisent aux mêmes aberrations et au même parasitisme dans toutes les entreprises.

Dans les entreprises, cela ne se compte pas en nombre de décès, même si les accidents du travail sont presque toujours le résultat de la pression comptable, mais cela se traduit par des salaires indignes, et par un nombre croissant de chômeurs. Cela se traduit par des conditions de travail de plus en plus dures. Et cela condamne l'économie à étouffer sous le poids de la finance.

Au contrôle de la bourgeoisie et des banques sur les entreprises, il faut opposer le contrôle ouvrier.



Il est infiniment plus logique que ceux qui font le travail et l'exécutent contrôlent la production. C'est la seule façon de vérifier quelles sont les mesures qui vont dans le sens de l'intérêt général et quelles sont celles qui ne servent qu'à augmenter les fortunes de cette minorité parasite que sont les capitalistes.

Sans contrôle ouvrier, il n'y aura pas de mesures favorables aux classes populaires. La politique présentée par Macron comme une politique de relance, avec des relocalisations et de possibles nationalisations stratégiques, est calculée et conçue pour répondre aux intérêts de la bourgeoisie. Elle nous a été présentée comme un moyen de lutter contre le chômage et comme une aide à la transition écologique. Il n'en est rien ! Comme celle de tous les gouvernements qui se sont succédé, cette politique consistera à faire de l'assistantat au grand patronat, à vider les caisses publiques au profit de la grande bourgeoisie, de la finance et de la spéculation.

Pendant la crise sanitaire, l'État s'est substitué au grand patronat pour payer le chômage partiel. Il a abondé les trésoreries des entreprises et même parfois les capitaux, sans aucune contrepartie. Beaucoup d'entreprises en ont profité, quand elles n'ont pas purement et simplement fraudé, en déclarant au chômage partiel

des salariés qu'elle faisait travailler. Et qui contrôle ? Pas le gouvernement, il ne le veut pas !

Et cela va continuer. Le gouvernement a déployé des plans d'aide exceptionnels. L'État a injecté des centaines de milliards dans l'économie, l'Union européenne s'apprête à faire de même : la bourgeoisie a de quoi se sentir soutenue. Eh bien, cela n'empêche rien : elle impose de nouveaux sacrifices aux travailleurs et planifie des milliers de licenciements ! Même gavée de milliards par le gouvernement, même à la tête de fortunes immenses, la classe capitaliste sera sans pitié pour les travailleurs.

Pour imposer que les intérêts vitaux des exploités soient pris en compte, il faut imposer le contrôle ouvrier, imposer aux grands patrons d'ouvrir leurs comptes, exiger qu'ils rendent publics les aides touchées, les mouvements de leurs capitaux, leurs recettes et leurs dépenses, en supprimant le secret commercial.



Il faut imposer la transparence sur les comptabilités des grandes entreprises. C'est le seul moyen de dénoncer et d'empêcher les mauvais coups, les arnaques des banquiers et les choix criminels des propriétaires et grands actionnaires au détriment de leurs salariés et de l'environnement. Il n'y aura d'issue favorable aux travailleurs que si ceux-ci prennent en main leur cause, leurs intérêts et les défendent ardemment.

## **Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes !**

Le grand patronat mène une guerre impitoyable au monde du travail. Les travailleurs doivent y répondre de façon tout aussi implacable.

Viser à remplacer Macron à la tête de l'État, sans combattre la dictature des actionnaires et des financiers sur l'économie, c'est une impasse pour les travailleurs. Les politiciens qui prétendent concilier les intérêts de la bourgeoisie avec ceux des travailleurs, qu'ils soient au gouvernement ou dans l'opposition, trompent la classe ouvrière pour la sacrifier aux intérêts des possédants.

La crise rend la bourgeoisie féroce. Les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de répondre aux coups. Il s'agit pour eux de sauver leurs conditions d'existence, de se préserver de la démoralisation et de la ruine. Ils doivent se battre avec détermination pour leurs mots d'ordre. Si le capitalisme est incapable de préserver les conditions d'existence des travailleurs qui assurent la marche de la société, qu'il périsse !

Le capitalisme s'est développé en enrichissant une petite minorité sur le labeur de la grande majorité. Il est basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Il met en concurrence les hommes et les peuples. Il porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. La barbarie de la société, les préjugés d'un autre siècle, le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, les idées réactionnaires contre les femmes et les injustices sociales sont entretenus et perpétués par l'oppression capitaliste.

Les travailleurs doivent se battre avec la conscience qu'ils n'ont rien à perdre que leurs chaînes, comme le disait Karl Marx. Ce combat est celui de la classe ouvrière depuis qu'elle existe. Il n'aboutira et ne sera victorieux qu'avec le renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes.



*Dans la manifestation des hospitaliers de Strasbourg le 16 juin.*

Que les travailleurs en soient conscients ou pas, la bourgeoisie et ses politiciens ne laissent pas d'autre choix aux exploités que de se battre.

La situation a déjà atteint les limites du supportable pour beaucoup dans les classes populaires. Gilets jaunes, opposition à la réforme des retraites, manifestations de la jeunesse contre le racisme et les violences policières, mobilisation autour de la santé : la colère se manifeste de tous les côtés, car la société se fissure et se décompose depuis des décennies sous les effets du chômage de masse, des inégalités et des injustices. La bourgeoisie nous promet pire pour demain.

Face à cette nouvelle offensive de la bourgeoisie, conserver son emploi, son salaire et sa dignité imposera à bien des travailleurs de se battre. Il y a eu des mouvements importants des salariés de la SNCF et de la RATP. Il y a des réactions défensives des travailleurs des entreprises qui licencient massivement ou qui ferment. Mais

Les prolétaires n'ont rien à perdre  
que leurs chaînes. Ils ont un  
monde à gagner. Prolétaires de  
tous les pays, unissez-vous !



Karl Marx

[www.citation-celebre.com](http://www.citation-celebre.com)

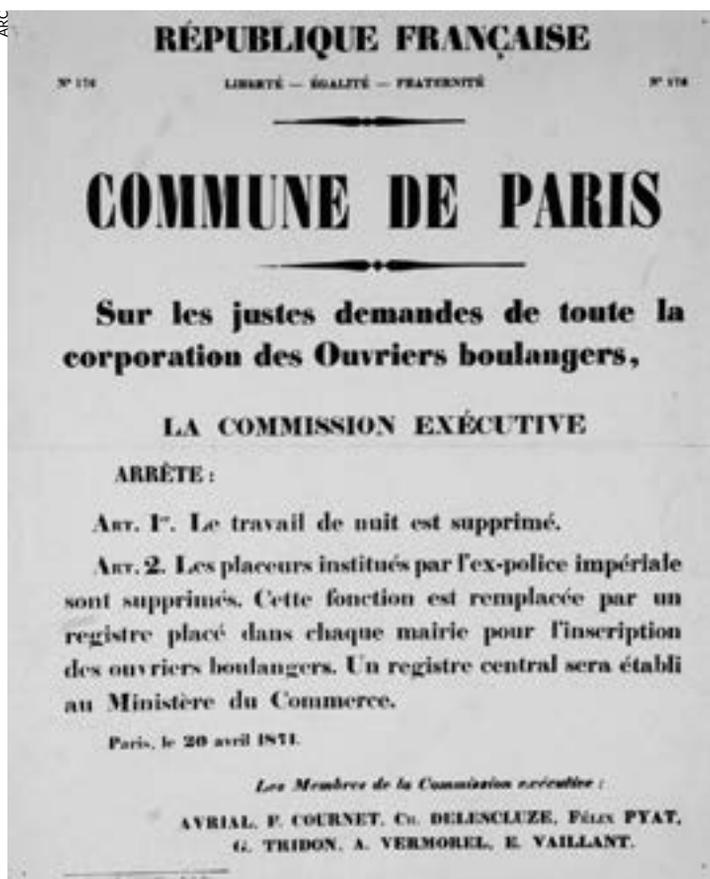
l'offensive du grand patronat est générale. Elle exige une réponse d'une tout autre ampleur : elle exige une lutte générale du monde du travail.

### **Pour organiser la lutte, des comités ouvriers !**

Cette lutte nécessite un programme et des mots d'ordre clairs et unificateurs. Elle nécessite aussi de l'organisation. Contre les travailleurs, la classe bourgeoise est très organisée. Dans les entreprises, elle s'appuie sur une direction et une armada de chefs et sous-chefs. À l'échelle de la société, elle peut compter sur l'État bourgeois, ses tribunaux et sa police.

Pour vaincre, les travailleurs en lutte doivent s'organiser. D'où peut surgir cette organisation ? Des masses elles-mêmes, des travailleurs décidés à se battre. Les révoltes ouvrières soulèvent les masses bien au-delà des travailleurs syndiqués, elles doivent donc s'organiser et se doter de leur propre direction.

Le passé des luttes ouvrières est riche de ces organisations de combat. Appelés « comité de lutte », « comité d'action », « comités de grève », « commune » sous la Commune de Paris en 1871, « conseils ouvriers », « soviets » en Russie, ces comités de représentants élus et révocables par l'assemblée des travailleurs en



Affiche de la  
 Commune de  
 Paris annonçant  
 l'interdiction du  
 travail de nuit.

lutte sont la forme d'organisation la plus naturelle et la plus démocratique.

Ces comités ne pensent pas et ne décident pas à la place des travailleurs mobilisés. Les revendications et les actions à mener doivent être discutées, soumises et adoptées par tous ceux qui se battent, car une lutte ne peut être victorieuse que si tous les travailleurs sont tendus vers le même but. Ces comités représentent les travailleurs en lutte et assument la charge de diriger le combat. Ils organisent et coordonnent les actions en particulier entre les travailleurs des différentes entreprises, ils portent les revendications face au patronat et au gouvernement.

Ni la révolte ni la détermination ne peuvent remplacer cette organisation. Plus il y aura de combativité de la part des

travailleurs, plus la répression patronale et policière sera forte, et plus cette organisation sera nécessaire. Confrontés aux provocations des hommes de main de la bourgeoisie, des huissiers, des vigiles ou de la police, les travailleurs auront aussi à s'organiser pour se protéger et se défendre.

Des mots d'ordre ouvriers, un programme ouvrier et des comités ouvriers : voilà les armes que les travailleurs doivent se donner pour mener le combat.

SUD RAIL



*Assemblée générale de cheminots au technicentre de Villeneuve-Saint-Georges lors du mouvement contre la réforme des retraites de la fin 2019.*

Si vous souhaitez donner votre point de vue sur cette brochure ou sur les discussions que vous avez pu avoir avec nous, vous pouvez le faire :

- par courrier à notre siège central :

**Lutte ouvrière – BP 20029 – 93501 PANTIN CEDEX**

- par e-mail :

**[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)**

Et si vous souhaitez rencontrer des camarades, nous pourrions ainsi vous mettre en contact avec ceux qui sont les plus proches de votre domicile ou de votre travail.

**Visitez notre site Internet : [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)**





*Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.*

Supplément gratuit à Lutte ouvrière n° 2708 du 26 juin 2020

Imprimé par IMS – 93500 Pantin